

LE PROGRAMME MEDIA

MEDIA permet aux professionnels de la branche de produire de nouveaux films et de trouver des partenaires pour la distribution et des audiences au-delà des frontières du pays où les films ont été réalisés.

Les négociations sur le programme MEDIA ne peuvent pas être poursuivies tant qu'une solution n'aura pas été trouvée concernant la libre circulation des personnes et les questions institutionnelles.

Le Conseil fédéral a mis en place une solution transitoire qui permet d'assurer la poursuite des projets en cours.

Seules des solutions à long terme et une sauvegarde des accords bilatéraux avec l'Union européenne permettront à l'industrie cinématographique suisse de profiter pleinement des avantages qui permettent des apports du programme MEDIA, garants de son développement et de son rayonnement à l'étranger.

Introduction

Lancé dans les années 90 par l'Union européenne, MEDIA est un programme dont le but est de soutenir les productions continentales face aux films nord-américains. Le programme comprend trois axes : le développement de l'industrie cinématographique européenne, la production et distribution de films européens au sein de l'Union européenne comme en dehors de celle-ci. MEDIA doit permettre aux professionnels de la branche de produire de nouveaux films et d'aider à la distribution des films au-delà du pays où ils ont été réalisés, leur offrant ainsi de nouvelles audiences. Les professionnels du cinéma ont aussi droit à des formations, tant initiales que continues, le programme visant à assurer la qualité et la pérennité du septième art. Ainsi, grâce à MEDIA, les films européens et plus particulièrement plurinationaux soutenus au sein des pays partenaires du programme.

Historique

C'est dans le cadre des accords bilatéraux II en 2006 que la Suisse a intégré le programme MEDIA. Celui-ci a permis au cinéma helvétique de se renforcer au niveau international grâce à la projection de ses films à l'étranger et à l'augmentation des recettes que le programme permet. Depuis janvier 2014, l'accord MEDIA a été inclus dans le programme *creative europe* et devait donc être renégocié. Les renégociations ont débuté en 2013 et n'étaient pas terminées au moment de la votation sur l'initiative contre l'immigration de masse.

Actualité

Le vote du 9 février 2014 a eu de graves conséquences pour la Suisse. Jugeant la mise en œuvre de l'initiative UDC contraire au principe de libre circulation, l'Union européenne a adopté une série de mesures contraignantes vis-à-vis de la Confédération, dont la suspension du programme MEDIA. En effet, du point de vue de l'UE, les négociations sur le programme MEDIA ne pourront pas être poursuivies aussi longtemps qu'un accord n'aura pas vu le jour concernant la libre circulation des personnes et les questions institutionnelles. Aujourd'hui, bien que des discussions aient repris à propos de MEDIA en novembre 2014, il est probable que l'UE fasse des concessions. Confronté à la suspension de MEDIA, le Conseil fédéral a proposé la mise en place d'une solution transitoire. Il a chargé le Département fédéral de l'intérieur (DFI) d'instaurer un nouveau système qui permette d'assurer la poursuite des projets en cours. Les mesures compensatoires sont présentées en six volets d'aide à l'intention des producteurs et autres acteurs du secteur concerné (distributeurs, organisateurs de festivals, ...). Ainsi, «MEDIA Desk Suisse» mis en place par l'Office fédéral de la culture (OFC) a pris transitoirement le relais du programme MEDIA classique pour l'examen des demandes. L'expertise des dossiers et des projets est réalisée par des experts européens, tandis que les décisions finales sont prises par l'OFC.

Position du Nomes

Le Nomes juge regrettable que la situation politique entre la Suisse et l'Union européenne priverait l'industrie cinématographique nationale. Cette dernière a besoin de relais importants pour pouvoir se développer et diffuser la culture suisse au-delà de ses frontières, y compris et surtout au sein de l'Union européenne. Le programme MEDIA constitue une plate-forme de choix et un soutien non négligeable pour les productions cinématographiques suisses qui ne bénéficient pas de relais tels ceux qui profitent aux Etats-Unis, par exemple. Des solutions à long terme et un sauvetage des accords bilatéraux avec l'Union européenne s'imposent si l'on veut doter l'industrie cinématographique suisse des moyens financiers et structurels qui lui permettront de se développer en accroissant notamment son rayonnement à l'étranger.

Le Nomes rappelle que l'adhésion est, à terme, la seule alternative crédible qui garantisse l'accès à la co-décision politique et à la mise en place de conditions cadres économiques stables et attractives : décider avec les Européens est le seul moyen de défendre nos intérêts et nos idées avec efficacité. Le programme MEDIA s'inscrit dans une logique de prospérité et de développement et permet à la Suisse, grâce à sa coopération avec l'Union européenne, d'accroître son rayonnement international.